

Initiatives ministérielles

budgétaires, c'est-à-dire si, au bout de quelques années, on fait qu'il y a une plus grande égalité entre tous les citoyens.

[Traduction]

M. Ed Harper (Simcoe-Centre, Réf.): Madame la Présidente, j'ai le plaisir d'intervenir au sujet du rapport préliminaire du Comité des finances et du compte rendu des audiences prébudgétaires qui ont été déposés aujourd'hui.

Je suis d'autant plus heureux de le faire qu'il est question du déficit et de la dette. C'est d'ailleurs la principale raison qui me pousse à intervenir à titre de député de Simcoe-Centre. Cette question revêt tellement d'importance à mes yeux que j'ai reporté ma retraite, il y a trois ans, pour me présenter aux élections, espérant venir à Ottawa remettre de l'ordre dans les finances.

Quand je pense à ce que nous, les gens de ma génération, avons fait. Nous avons accumulé une dette épouvantable et une facture que, malheureusement, nous ne réglerons pas. Ce sera l'héritage de nos enfants et nos petits-enfants.

Je n'étais pas très heureux de cela et j'ai voulu venir à Ottawa pour tenter de corriger la situation. Je suis certain que la plupart des députés partagent mon sentiment face à ce problème de la dette et conviennent qu'il faut s'y attaquer. Le prochain budget nous donne l'occasion de le faire vraiment.

En 1970, quand j'ai déménagé à Barrie pour lancer une entreprise, la dette fédérale était seulement de 20 milliards de dollars, soit environ la moitié du montant des intérêts sur la dette aujourd'hui. Pendant mon intervention, le montant de la dette qui est d'environ 570 milliards de dollars se dirige vers la marque des 600 milliards de dollars.

C'est le plus grave problème des Canadiens, tant de l'intérieur que de l'extérieur du Québec. Voilà pourquoi nous sommes écrasés sous un fardeau fiscal, nos taux de chômage élevés sont inacceptables et nos programmes sociaux sont menacés.

En attendant le troisième budget du gouvernement en place, je m'inquiète parce que je considère que l'objectif est trop bas et que le rythme de notre marche vers un budget équilibré est beaucoup trop lent. Quand je pense à cette lenteur, cela me rappelle les fois où, quand j'étais jeune, on enlevait un sparadrap collé à une plaie. Si on l'enlevait lentement, c'était très douloureux à cause des poils tirés. Mais si on avait le courage d'y aller d'un seul coup, cela faisait moins mal et la plaie guérissait. C'est exactement ce que nous devons faire aujourd'hui. Nous devons faire rapidement les sacrifices qui s'imposent afin de relancer l'emploi et de redémarrer l'économie.

Le ministre des Finances se plaît à parler de son compte à rebours, et il l'a fait à plusieurs reprises à la Chambre. Il a dit qu'il luttait contre le déficit à raison de 5, 4, 3, 2 p. 100, retranchant seulement des dizaines de milliards de dollars. Ce dont le ministre des Finances ne parle pas, c'est l'augmentation. Il ne parle pas de la dette qui passe à 400 milliards de dollars, puis à 500 milliards et à 600 milliards. Cela ne justifie guère une diminution de 5, 4, 3, 2 p. 100 du déficit si, parallèlement, la dette augmente par centaines de milliards de dollars, approchant du chiffre de 600 milliards de dollars.

• (1935)

Il ne parle pas non plus de l'augmentation de 3, 4, 5, de 30 milliards de dollars, de 40 milliards et de 50 milliards des paiements d'intérêt sur cette dette. Ces 40 et 50 milliards de dollars que représentent les paiements d'intérêt nous font perdre des emplois, ils sont la raison pour laquelle nos impôts sont si élevés et ils constituent une menace pour nos programmes sociaux. Ces 50 milliards de dollars perdus ne servent pas à créer des emplois, ni à améliorer les soins de santé, ni à lutter contre la pauvreté chez les enfants. Ils s'en vont en fumée. Ils quittent le pays et ne font rien pour les Canadiens. En fait, notre situation s'en trouve aggravée.

J'ai été consterné par une déclaration du premier ministre qui a paru dans le *Sun* d'Ottawa du 12 décembre. C'est une déclaration qu'il a faite pendant une télé-réunion en réponse à une question sur la dette posée par un contribuable inquiet. Voici cette réponse: «Évidemment, nous sommes endettés, mais nous pouvons payer les intérêts. Ce n'est pas un problème du tout.»

Imaginez ce que cela fait à nos contribuables surtaxés, à nos chômeurs, qui ont de la difficulté à joindre les deux bouts, que d'entendre leur premier ministre dire: «Ce n'est pas un problème du tout.» Cela se reflète sur le ministre des Finances quand il tente de régler nos problèmes.

Pendant que j'y suis, je vais vous lire une déclaration faite par M. Gordon Gibson. À Barrie, j'ai assisté à une réunion où M. Gibson faisait la publicité d'un livre qu'il vient d'écrire et qui s'intitule *Thirty Million Musketeers*. Durant cette réunion, il nous a dit que, en faisant des recherches pour son livre, il a fait des projections des budgets du gouvernement au-delà des deux années sur lesquelles se fonde actuellement le ministre des Finances. Il a dit qu'il sait maintenant pourquoi le ministre des Finances refuse d'aller au-delà de deux ans dans ses prévisions. C'est parce que, quand on va au-delà de deux ans et qu'on voit les intérêts de 50 milliards de dollars à payer, le problème devient consternant. Pour payer des intérêts de cet ordre, il faut procéder à des compressions draconiennes.

Il y a trois façons d'équilibrer un budget: augmenter les impôts, favoriser une saine croissance de l'économie et réduire les dépenses. De ces trois solutions, la seule dont nous sommes entièrement maîtres, c'est la réduction des dépenses publiques. Je crois que la première solution, l'augmentation des impôts, est impensable. Les Canadiens n'ont plus d'argent à verser en impôt aux gouvernements. Ils sont imposés au maximum. Cette solution n'est donc pas envisageable.

Par ailleurs, c'est bien beau de souhaiter la croissance de l'économie, mais nous ne sommes pas maîtres de cela. Ne serait-ce pas extraordinaire si nous prévoyions une faible croissance de l'économie et que, pour faire changement, nous ayons une agréable surprise au lieu de subir les terribles conséquences d'une économie qui ne croît pas assez rapidement, d'un déficit qui est plus gros que prévu et d'une dette qui, hélas, augmentera proportionnellement?

Les dépenses sont le seul élément que nous puissions vraiment contrôler, et nous devons nous y attaquer. Le gouvernement actuel a un problème de dépenses, pas de recettes.